



ENTITE EN CHARGE DE LA PASSATION DU MARCHÉ	MAITRE D'OUVRAGE – RPA
<b>Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier</b> Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du Ministère de l'Intérieur Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés Bureau des achats immobiliers et prestations	<b>Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN)</b> <b>Direction du Soutien et des Finances (DSF)</b> 4 rue Claude Bernard CS 60003 92136 ISSY-LES-MOULINEAUX

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION COMMUNE A TOUS LES LOTS (RC)

<b>Objet de la consultation</b>	Marché de prestation pour la réalisation de sondages structuraux et de diagnostics amiante et plomb pour l'opération de réhabilitation et reconstruction des infrastructures de la Gendarmerie Nationale sur le Plateau SATORY.
<b>Procédure de passation</b>	Appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161 5 du Code de la commande publique.
<b>Nature de l'achat</b>	Prestations intellectuelles
<b>Référence de la consultation - PLACE</b>	
<b>Annexes au règlement de la consultation</b>	Annexe n°1 modalités de retrait du dossier de consultation et de remise du pli Annexe n°2 modalités de signature électronique Annexe n°3 Certificat de visite obligatoire
<b>Date limite de remise des offres</b>	<b>Le 08 novembre 2024 avant 16 heures (terme de rigueur)</b>
<b>Visite obligatoire</b>	Article 3 du Présent Règlement de consultation (RC)

<b>ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
1.1 Objet et lieu d'exécution du marché public .....	5
1.2 Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) .....	6
1.3 Représentant du Maître de l'ouvrage .....	6
1.4 Organisme responsable de la consultation .....	6
1.5 Contrôle technique (art. L111-23 du code de la construction et de l'habitation) .....	6
1.6 Maîtrise d'œuvre .....	6
1.7 Coordination sécurité et protection de la santé (art. L4532-2 du code du travail) .....	7
1.8 Procédure de passation .....	7
1.9 Forme du marché public .....	7
1.10 Allotissement .....	8
1.11 Lieu principal d'exécution des prestations .....	9
1.12 Classification CPV – Nomenclature communautaire .....	9
1.13 Montant de l'accord-cadre .....	9
1.14 Variantes facultatives et prestations supplémentaires éventuelles .....	9
1.15 Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution des travaux .....	9
1.16 Cautionnement et garanties exigées .....	10
1.17 Modalités essentielles de financement et de paiement .....	10
1.18 Exclusions de soumissionner .....	10
1.18.1 Exclusions de soumissionner de plein droit .....	10
1.18.2 Exclusions de soumissionner à l'appréciation de l'acheteur .....	10
1.18.3 Exclusions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance .....	11
1.19 Sous-traitance .....	11
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>12</b>
2.1 Contenu des documents de la consultation .....	12
2.2 Précisions relatives aux documents de la consultation .....	13
2.3 Modification des documents de la consultation .....	13
<b>ARTICLE 3 - VISITE DU SITE OBLIGATOIRE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 4 - CARACTÉRISTIQUE DES OFFRES REMISES .....</b>	<b>14</b>
4.1. Acceptation sans réserve des cahiers des charges .....	14
4.2 Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires .....	14
4.2 Langue utilisée .....	14
4.3 Unité monétaire .....	14

<b>4.4 Date limite de réception des offres</b> .....	15
4.4.1 date applicable à la présente consultation .....	15
4.4.2 report de la date limite de réception des offres .....	15
<b>4.5 Durée de validité des offres</b> .....	15
4.5.1 Durée minimale applicable à la présente consultation .....	15
4.5.2 Prorogation de la date limite de validité des offres.....	15
<b>ARTICLE 5 - CONTENU DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE</b> .....	<b>16</b>
<b>5.1 Eléments de candidature</b> .....	16
5.1.1 <b>1ère modalité</b> : le soumissionnaire transmet l'ensemble des documents visés ci-après.....	16
5.1.2 <b>2ème modalité</b> : le soumissionnaire présente sa candidature sous la forme d'un document unique de l'accord-cadre européen (DUME) .....	17
<b>5.2 Dispositions relatives à la simplification du dossier de candidature / stockage numérique des documents justificatifs</b> .....	18
<b>5.3 Dossier offre</b> .....	18
5.3.1 Offre financière .....	18
Pour chaque sous-traitant désigné ou pressenti, le candidat devra joindre l'annexe joint à l'acte d'engagement (ou formulaire DC4).....	19
5.3.2 Offre technique .....	19
En cas d'absence du mémoire technique constituant l'offre, celle-ci sera obligatoirement rejetée. ....	19
<b>ARTICLE 6 - SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b> .....	<b>20</b>
<b>6.1 Examen des candidatures</b> .....	20
<b>6.2 Analyse des offres</b> .....	20
6.2.2 Précision sur l'appréciation de la valeur technique (100 points) .....	20
6.2.3 Précision sur l'appréciation du prix.....	21
6.2.4 Note finale .....	22
<b>ARTICLE 7 – DEMANDE DE PRECISIONS SUR LA TENUEUR DES OFFRES ET EXAMEN DE LEUR RECEVABILITE</b> .....	<b>22</b>
<b>ARTICLE 8 - ACHÈVEMENT DE LA CONSULTATION</b> .....	<b>22</b>
8.1 Attribution de l'accord-cadre .....	22
8.2 Mise au point des composantes de l'accord-cadre.....	24
8.3 Candidatures et offres non retenues .....	24
8.4 Notification de l'accord-cadre .....	24
8.4 Abandon de procédure .....	25
<b>ARTICLE 9- INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS</b> .....	<b>25</b>
<b>ANNEXE I – modalités de retrait du dossier de consultation et de remise du pli</b> .....	<b>26</b>
A. Modalités de retrait du dossier de consultation.....	26

B.	Remise du pli.....	26
C.	Remise copie de sauvegarde .....	26
<b>ANNEXE II – modalités de signature électronique.....</b>		<b>28</b>
A.	Généralités.....	28
B.	Conditions relatives aux certificats de signature électronique.....	28
C.	Conditions relatives aux dispositifs de création de signature électronique utilisés pour signer les fichiers.....	29

## ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION

### 1.1 Objet et lieu d'exécution du marché public

Les prestations, objet de la présente consultation, ont pour objet la réalisation d'une campagne de sondages structuraux et la réalisation de diagnostics amiante et plomb pour l'opération de réhabilitation et de reconstruction des infrastructures de la gendarmerie nationale sur le plateau de Satory – nommée **Opération « CAPSATORY »**.

Les travaux de réhabilitation et reconstruction nécessitent la réalisation de sondages structuraux et l'établissement des diagnostics amiante, plomb et HAP.

Il est décomposé en deux lots distincts, appartenant chacun à une famille homogène.

#### 1. Au titre du lot n°1, le titulaire aura en charge les prestations suivantes :

##### **Sondages structuraux :**

Le marché doit permettre la réalisation des sondages structuraux qui doivent permettre de définir :

- La détermination des dimensions, du ferrailage, du type et de la qualité du matériau (section, type d'acier...) des poutres suivant le repérage des sondages joint en annexe et leurs degrés coupe-feu, ainsi que leur capacité portante.
- La détermination de l'épaisseur, du sens de portée, de la section d'acier en nappes supérieure et inférieure, ainsi que leur stabilité au feu et leurs degrés coupe-feu des planchers suivant le repérage des sondages joint en annexe.
- La détermination de l'épaisseur du mur, du ferrailage, du type et de la qualité du matériau (section, type d'acier...) suivant le repérage des sondages joint en annexe et leurs degrés coupe-feu, ainsi que leur capacité portante.
- L'écrasement des éprouvettes pour la détermination des caractéristiques mécaniques du béton des éléments sondés.
- L'identification de la nature du Plancher bas du sous-sol 1 (dallage ou plancher porté), du sens de portée, de la section d'acier en nappes supérieure et inférieure suivant le repérage des sondages joint en annexe.
- La détermination des caractéristiques de la structure (de dimensions des éléments structuraux, des entraxes entre poutres, des entraxes entre éléments verticaux porteurs, les niveaux NGF, etc...)

L'ensemble des sondages doit permettre au bureau d'étude du futur titulaire du marché de partenariat de partir sur des hypothèses valables sur la totalité du bâtiment.

#### 2. Au titre du lot n°2, le titulaire aura en charge les prestations suivantes :

##### **Diagnostic amiante et plomb :**

Le marché doit également permettre de :

- Réaliser les diagnostics amiante avant travaux (DAAT) ;
- Réaliser les diagnostics amiante avant démolition (DAAD) ;
- Compléter, le cas échéant, le dossier technique amiante (DTA) ou le dossier technique parties privatives (DAPP) suite à la réalisation de ce repérage ;
- Réaliser les diagnostics Amiante et HAP dans les enrobés ;
- Réaliser les diagnostics de repérage plomb avant travaux ou démolition.

Le détail des missions attendues est présenté dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes.

## **1.2 Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)**

---

Le maître d'ouvrage public est l'État.

Les coordonnées de son représentant sont les suivantes :

**Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer**  
**Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN)**  
**Direction du Soutien et des Finances (DSF)**  
4, Rue Claude Bernard CS 60003 - 92136 ISSY-LES-MOULINEAUX

## **1.3 Représentant du Maître de l'ouvrage**

---

**Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer**  
**Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN)**  
**Direction du Soutien et des Finances (DSF)**  
**Mission marché de partenariat Direction de projet (DP)**  
4, Rue Claude Bernard CS 60003 - 92136 ISSY-LES-MOULINEAUX

## **1.4 Organisme responsable de la consultation**

---

**Ministère de l'Intérieur – Secrétariat général**  
Direction de l'Evaluation de la Performance, de l'Achat, des Finances et de l'Immobilier  
Sous-Direction des affaires immobilières  
Place Beauvau – Immeuble Lumière – 75800 Paris Cedex 08.

En particulier pour toutes les formalités suivantes :

- Lancement de la consultation,
- Dépouillement des offres,
- Suivi de la procédure de consultation,
- Notification du marché.

Le suivi d'exécution relève de la **Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN)**, notamment pour :

- Le suivi du marché,
- L'établissement des OS – bons de commande et des demandes d'achat,
- Le suivi des actualisations de prix,
- L'établissement des avenants,
- La formalisation des décomptes des pénalités,
- La résiliation du marché.

## **1.5 Contrôle technique (art. L111-23 du code de la construction et de l'habitation)**

---

A ce stade, la désignation d'un contrôleur technique est sans objet.

## **1.6 Maîtrise d'œuvre**

---

Sans objet

## 1.7 Coordination sécurité et protection de la santé (art. L4532-2 du code du travail)

---

A ce stade, la désignation d'un coordonnateur sécurité protection de la santé des travailleurs est sans objet.

## 1.8 Procédure de passation

---

La procédure utilisée pour la consultation est celle de l'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161 5 du Code de la commande publique.

## 1.9 Forme du marché public

---

Le marché public objet de la présente consultation constitue un accord-cadre au sens de l'article 33 de la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 du Parlement européen et du Conseil et un accord-cadre à bons de commande en vertu des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono attributaire.

Il est **composite** comportant d'une part des prestations à prix forfaitaires et d'autre part des prestations à prix unitaires exécutées après émission de bons de commande eu fur et à mesure du besoin de l'administration.

1. **Concernant le lot n°1, au titre du forfait**, les prestations dont aura en charge le titulaire sont les suivantes :

La réalisation de sondages structuraux qui doivent permettre de définir :

- La détermination des dimensions, du ferrailage, du type et de la qualité du matériau (section, type d'acier...) des poutres suivant le repérage des sondages joint en annexe et leurs degrés coupe-feu, ainsi que leur capacité portante.
- La détermination de l'épaisseur, du sens de portée, de la section d'acier en nappes supérieure et inférieure, ainsi que leur stabilité au feu et leurs degrés coupe-feu des planchers suivant le repérage des sondages joint en annexe.
- La détermination de l'épaisseur du mur, du ferrailage, du type et de la qualité du matériau (section, type d'acier...) suivant le repérage des sondages joint en annexe et leurs degrés coupe-feu, ainsi que leur capacité portante.
- L'écrasement des éprouvettes pour la détermination des caractéristiques mécaniques du béton des éléments sondés.
- L'identification de la nature du Plancher bas du sous-sol 1 (dallage ou plancher porté), du sens de portée, de la section d'acier en nappes supérieure et inférieure.
- La détermination des caractéristiques de la structure (de dimensions des éléments structuraux, des entraxes entre poutres, des entraxes entre éléments verticaux porteurs, les niveaux NGF, etc...)

**Au titre des prestations complémentaires sur bons de commande**, les prestations dont aura en charge le titulaire du lot n°1 sont les suivantes :

#### **Sondages structuraux :**

- Réalisation d'un sondage structure complémentaire (réalisation du sondage, analyse et rédaction du diagnostic) ;
- Mise à disposition d'un étancheur ;
- Mise à disposition d'un menuisier/façadier ;
- Mise à disposition d'un menuisier/façadier.

2. **Concernant le lot n°2, au titre du forfait**, les prestations dont aura en charge le titulaire sont les suivantes :

La réalisation de diagnostics amiante et plomb :

- Diagnostics amiante avant travaux (DAAT) ;
- Diagnostics amiante avant démolition (DAAD) ;
- Compléter, le cas échéant, le dossier technique amiante (DTA) ou le dossier technique parties privatives (DAPP) suite à la réalisation de ce repérage ;
- Réaliser les diagnostics Amiante et HAP dans les enrobés ;
- Réaliser les diagnostics de repérage plomb avant travaux ou démolition.

**Au titre des prestations complémentaires sur bons de commande**, les prestations dont aura en charge le titulaire sont les suivantes :

#### **Diagnostic amiante et plomb :**

- Analyse MOLP en laboratoire accrédité (compris prélèvement, envoi au laboratoire, dissociation des couches et interprétation des résultats) ;
- Analyse META en laboratoire accrédité (compris prélèvement, envoi au laboratoire, dissociation des couches et interprétation des résultats) ;
- Analyse Amiante des enrobés (y compris liants et granulats par laboratoire titulaire de l'accréditation "de type 3" au sens de l'arrêté du 1er octobre 2019) ;
- Analyse HAP des enrobés ;
- Mise à disposition d'une nacelle avec chauffeur habilité à la conduite et aux interventions (comprises organisation en amont avec le gardien pour la libération d'éventuelle place de parking) ;
- Mise à disposition d'un étancheur habilité sous-section 4 CT ;
- Mise à disposition d'un menuisier/façadier habilité sous-section 4 CT ;
- Demi-journées de visite complémentaires (compris mis à jour du rapport suite aux compléments).

#### **1.10 Allotissement**

Le présent marché est divisé en deux (2) lots. Chaque lot du présent marché est mono-attributaire. Un même candidat peut être titulaire de plusieurs lots.

<b>Lots</b>	<b>Intitulé du lot</b>
<b>1</b>	<b>Sondages structuraux</b>
<b>2</b>	<b>Diagnostic amiante et plomb</b>



### 1.11 Lieu principal d'exécution des prestations

Toutes les prestations seront effectuées sur les emprises de la Gendarmerie Nationale occupées par le GBGM et le GIGN localisées sur le site de Satory Est :

-----  
**Site Satory Est  
Boulevard Soult  
78000 VERSAILLES**

Les sondages seront réalisés sur l'ensemble du site et cibleront tous les quartiers le composant.

### 1.12 Classification CPV – Nomenclature communautaire

Les Codes de classification du vocabulaire commun des marchés publics (Code CPV) sont les suivants pour la présente consultation :

Code	Désignation
45120000-4	<i>Travaux de sondage et de forage de reconnaissance</i>
71241000	<i>Etudes de faisabilité, service de conseil, analyse</i>
71350000	<i>Services scientifiques et techniques dans le domaine de l'ingénierie</i>
71335000-5	<i>Etudes techniques</i>

### 1.13 Montant de l'accord-cadre

Le prix des prestations forfaitaire est celui défini dans l'annexe financière à l'acte d'engagement intitulée cadre de décomposition des prix forfaitaires.

Le montant maximum contractuel des prestations pouvant être réalisées sur bons de commandes est comme suit, sur toute la durée du marché :

Lots	Intitulé du lot	Montant sur toute la durée du marché
1	Sondages structuraux	100 000 €HT
2	Diagnostic amiante et plomb	180 000 €HT

Il n'est pas prévu de montant minimum contractuel.

### 1.14 Variantes facultatives et prestations supplémentaires éventuelles

L'accord-cadre ne prévoit ni variante ni prestation supplémentaire éventuelle.  
Les variantes à l'initiative des candidats sont interdites.

### 1.15 Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution des travaux

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa notification jusqu'à la réalisation complète et parachevée de toutes les prestations, objet du présent marché. Le marché sera conclu à compter de la date de notification de l'OS de démarrage pour les prestations forfaitaires, pour une durée de 12 mois.

Les prestations sur bons de commande seront déclenchées par un bon de commande correspondant émis par la DP, après validation de la maîtrise d'ouvrage.

## 1.16 Cautionnement et garanties exigées

<b>Garantie financière</b>	L'accord-cadre ne prévoit pas, à la charge du titulaire, de garanties financières telles que retenue de garantie, garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire.
<b>Garantie technique</b>	L'accord-cadre ne prévoit pas de garanties au sens technique

## 1.17 Modalités essentielles de financement et de paiement

Le financement et le paiement par virement bancaire de l'opération sont effectués sur le budget du ministère de l'intérieur, avec un délai maximum de paiement de trente (30) jours.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution des coûts pour l'ensemble des prestations.

## 1.18 Exclusions de soumissionner

Les articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique s'appliquent à la présente procédure.

### 1.18.1 Exclusions de soumissionner de plein droit

Le candidat ne doit pas être dans un des cas d'exclusions de soumissionner de plein droit mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, dans un de ces cas d'exclusion, il en informe, sans délai, l'acheteur.

En cas d'interdiction de plein droit de soumissionner, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

### 1.18.2 Exclusions de soumissionner à l'appréciation de l'acheteur

Le candidat participant à la procédure de passation de l'accord-cadre se verra exclu de ladite procédure par l'acheteur s'il est convaincu de la commission d'un des faits prévus aux articles L.2141-8 à L. 2141-10 du code de la commande publique, sans préjudice des éventuelles actions judiciaires.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, dans un de ces cas d'exclusion, il en informe, sans délai, l'acheteur conformément aux dispositions de l'article L.2141-12 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article L.2141-11 du code de la commande publique, l'acheteur qui envisage d'exclure un opérateur économique doit le mettre à même de présenter ses observations afin d'établir dans un délai raisonnable et par tout moyen qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation de l'accord-cadre n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

### 1.18.3 Exclusions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance

Conformément aux dispositions de l'article L.2141-13 du code de la commande publique, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par un membre qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Conformément aux dispositions de l'article L.2141-14 du même code, lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure. Ce remplacement n'ouvre pas droit à indemnisation.

## **1.19 Sous-traitance**

Le recours à la sous-traitance est admis dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et des articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Il est rappelé que le titulaire demeure le seul interlocuteur de l'administration, et assume l'entière responsabilité des prestations objet de l'accord-cadre.

De plus, l'ensemble des conditions liées aux qualifications, habilitations ou autres sont appliquées aux sous-traitants.

La déclaration de sous-traitance doit mentionner les éléments suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

### **Le formulaire DC4 peut faire office de déclaration de sous-traitance.**

Ce formulaire est téléchargeable en libre accès sur le site internet du ministère de l'Economie :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux accords-cadres publics.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 euros T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage avant toutes interventions sur sites.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement correspondant est possible en cours de l'accord-cadre. Les déclarations de sous-traitance seront alors transmises à l'administration selon les modalités décrites au cahier des clauses particulières de l'accord-cadre.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

**La demande d'agrément d'un sous-traitant de la part du titulaire doit intervenir dans un délai minimum de trois (3) semaines avant son intervention sur site.**

Cet agrément ne peut être évoqué comme motif de retard dans les prestations à réaliser au titre de l'accord-cadre.

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

### 2.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- **Le présent règlement de consultation** et ses annexes :
  - Annexe n°1 modalités de retrait du dossier de consultation et de remise du pli
  - Annexe n°2 modalités de signature électronique
  - Annexe n°3 Certificat de visite obligatoire
- **Les formulaires de déclaration du candidat**
  - Formulaire DC 1 ;
  - Formulaire DC 2 ;
  - Formulaire DC 4 ;
- **L'annexe financière à l'acte d'engagement<sup>1</sup>** :
  - **Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** réalisation de sondages structuraux
  - **Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** diagnostics repérage amiante et plomb avant démolition et avant travaux ;
  - **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** réalisation de sondages structuraux
  - **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** diagnostics repérage amiante et plomb avant démolition et avant travaux ;
- **Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)** et ses annexes :
  - Annexe 1a - Description prestations sondages structures ;
  - Annexe 1b CCP - Description prestations diags amiante & plomb ;
  - Annexe 2 CCP - Plan de masse du quartier de Satory Est ;
  - Annexe 3 CCP - Plan de masse du quartier de Satory Est ;
  - Annexe 4 CCP – Plans BASE\_AI\_LOGT\_plans-GUICHARD ;
  - Annexe 5 CCP – Plans BASE\_AI\_LOGT\_plans-PICHARD ;
  - Annexe 6 CCP – Plans BASE\_AI\_LOGT\_SURFACE ;
  - Annexe 7 CCP - Engagement de confidentialité ;
  - Annexe 8 CCP : Annexe de sécurité ;

---

<sup>1</sup> L'acte d'engagement sera transmis lors de l'attribution de l'accord-cadre (article 8.1 du RC).

- Annexe 9 CCP : Engagement de reconnaissance de responsabilité ;
- Annexe 10 CCP : protection des données à caractère personnel ;
- Annexe 11-1 à 11-45 au CCP : Plans « SAT AUD AI PLA PIC ».

## 2.2 Précisions relatives aux documents de la consultation

Jusqu'au **dixième jour calendaire** précédant la date limite de réception des offres, les opérateurs économiques peuvent demander toutes les précisions qu'ils jugent utiles pour l'établissement de leur offre.

Les demandes de précisions doivent être adressées à l'acheteur via le système de questions réponses disponible sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE): [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

L'acheteur apporte les réponses aux demandes de précisions présentées par les opérateurs économiques par le même dispositif au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

## 2.3 Modification des documents de la consultation

L'acheteur peut, au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de réception des offres, apporter des modifications aux documents de la consultation. Il en informe les candidats sur la PLACE.

En cas de modifications importantes, le délai de réception des offres sera prolongé, conformément à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique.

## ARTICLE 3 - VISITE DU SITE OBLIGATOIRE

Pour chaque lot, les candidats sont informés qu'une visite préalable du lieu de réalisation des prestations **est obligatoire** afin d'avoir la meilleure connaissance possible de la configuration des lieux.

Les candidats sont réputés avoir reconnu, par tous moyens à leur disposition, le site, ses abords et les contraintes qu'il présente.

L'offre du candidat qui ne présente pas le certificat de visite ou n'apportant pas les éléments faisant état de sa très bonne connaissance du site sera considérée comme irrégulière par l'acheteur.

Afin d'effectuer la visite du site, les candidats solliciteront un rendez-vous de visites en adressant un courrier exclusivement électronique. Une réponse fixant les conditions et les dates des visites sera envoyée en retour soit via la PLACE, soit par le service prescripteur.

**Cette sollicitation est adressée au plus tard 2 jours** avant la date de visite souhaitée.

Les modalités d'organisation de la visite peuvent être modifiées par l'acheteur en cas de circonstances exceptionnelles touchant à la sécurité des biens et des personnes.

A l'issue de la visite, le candidat fera renseigner et signer le certificat de visite fourni en annexe du présent document par le représentant de l'administration qui mènera la visite.

Une copie du certificat de visite sera conservée par l'administration afin de contrôler le respect par le candidat de la règle de la visite unique mentionnée ci-avant.

Les questions qui pourraient être formulées à l'occasion de cette visite ne feront l'objet d'aucune réponse orale. Les candidats désireux d'obtenir des renseignements complémentaires devront le faire par écrit dans les mêmes conditions que décrites à l'article 2.2 du présent règlement de consultation par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (Place).

## **ARTICLE 4 - CARACTÉRISTIQUE DES OFFRES REMISES**

### **4.1. Acceptation sans réserve des cahiers des charges**

Le fait de soumettre une offre signifie que le candidat accepte sans réserve les dispositions contractuelles de l'accord-cadre public contenues dans les CCAG, CCP et annexes comprises.

### **4.2 Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires**

« Certification achats responsables »

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE (responsabilité sociétale des entreprises) opérée par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices » délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables » et au label RFAR et / ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engagera à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de celui-ci, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats – vous accompagne dans cette démarche.

Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

### **4.2 Langue utilisée**

Les offres dans leur intégralité sont rédigées exclusivement en langue française.

Si les documents techniques accompagnant l'offre sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés de leur traduction en français.

### **4.3 Unité monétaire**

L'accord-cadre public est conclu en euro (€).



#### 4.4 Date limite de réception des offres

##### 4.4.1 date applicable à la présente consultation

Sous peine d'irrecevabilité, les offres devront être reçues par l'acheteur avant les date et heure suivantes :

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES**

**Le 08 novembre 2024 avant 16 heures (terme de rigueur)**

L'heure limite précise de réception est 16 heures, zéro minute, zéro seconde.

Le fuseau horaire, sur lequel est rattachée cette heure limite, est celui de Paris.

##### 4.4.2 report de la date limite de réception des offres

Les opérateurs économiques peuvent demander le report de la date limite de réception des offres indiquée à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** précité et au sein de la page de garde du présent RC.

Dans ce cadre, la demande doit être motivée et adressée à l'administration selon le moyen de correspondance mentionné à l'article I.5 du présent document.

La demande de report doit parvenir à l'administration dix (10) jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

L'administration est libre de donner suite ou non aux demandes qui lui parviennent.

En outre, le report de la date limite de réception des offres fait l'objet d'un avis rectificatif publié au bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) et au journal officiel de l'Union européenne (JOUE).

#### 4.5 Durée de validité des offres

##### 4.5.1 Durée minimale applicable à la présente consultation

Les offres sont valables **SIX (6) mois** à compter de la date limite de remise des offres.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, le RPA pourra demander aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation notifiée par écrit au RPA, les soumissionnaires seront engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai. Si aucune décision n'était notifiée aux soumissionnaires avant son expiration, ces derniers seraient déliés de leur engagement.

##### 4.5.2 Prorogation de la date limite de validité des offres

La date limite de validité des offres peut être prorogée à la demande de l'acheteur, à condition que l'ensemble des candidats admis à présenter une offre donnent leur accord.

## ARTICLE 5 - CONTENU DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

### 5.1 Eléments de candidature

Pour justifier de sa qualité pour recevoir des commandes de l'Etat et ses capacités au regard de l'objet de l'accord-cadre, le candidat doit impérativement présenter sa candidature selon l'une des deux modalités qui suivent :

#### 5.1.1 1ère modalité : le soumissionnaire transmet l'ensemble des documents visés ci-après

##### ☐ SITUATION JURIDIQUE PROPRE DES OPERATEURS ECONOMIQUES

Le candidat transmet les documents ci-dessous :

- La lettre de candidature (formulaire de déclaration du candidat DC1) ;
- La déclaration du candidat (formulaire de déclaration du candidat DC2).

Ces formulaires sont téléchargeables en accès libre sur le site internet du ministère de l'économie : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'acheteur tient à exprimer sa préférence pour qu'en cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire produise un document d'habilitation, dans lequel figure explicitement le nom et les références de publication de la consultation, signé par chacun des membres du groupement, justifiant de la capacité du mandataire à intervenir en leur nom et pour leur compte, dès le stade de la remise des éléments de candidature.

##### ☐ INFORMATION RELATIVE A LA CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU CANDIDAT

Le candidat transmet **une déclaration concernant le chiffre d'affaires global** et **le chiffre d'affaires** concernant les prestations similaires à celles de l'accord-cadre objet de la présente consultation, réalisés **au cours des trois derniers exercices disponibles**.

Pour ce faire, le candidat renseigne le formulaire DC2.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, le candidat qui n'est pas en mesure de fournir les éléments demandés ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Si le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et les documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

##### ☐ INFORMATION RELATIVE AUX CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DU CANDIDAT

Le candidat transmet :

- **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;**



- **L'indication des titres d'études et professionnels** de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché, s'ils en détiennent, le cas échéant ;
- **Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- **Le candidat devra obligatoirement présenter les qualifications/accréditations suivantes ou équivalentes :**

Concernant la partie « Structure » :

- OPQIBI 1104 : Diagnostic de structures existantes.
- OPQIBI 1201 : Ingénierie en réhabilitation de bâtiments.
- OPQIBI 1203 : Expertise technique en structures.
- OPQIBI 1202 : Étude de structures béton courantes
- OPQIBI 1225 : Etude en démolition-restauration d'ouvrages

COFRAC (Comité Français d'Accréditation) ou équivalent :

- Accréditation pour les essais sur béton, acier, et matériaux de construction
- Accréditation pour les essais non destructifs (END)
- **Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.** Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

#### **❑ PRESENTATION DES AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES (COTRAITANTS OU SOUS-TRAITANTS)**

Le candidat qui souhaite se prévaloir des capacités d'autres opérateurs économiques doit fournir les mêmes documents que ceux exigés de lui par l'acheteur concernant ces opérateurs. De plus, le candidat produit un engagement écrit de ces opérateurs justifiant qu'il disposera de leurs capacités pour l'exécution du marché public.

Les cotraitants fournissent le formulaire DC1 et le formulaire DC2.

Les sous-traitants, s'ils sont déclarés au stade de la passation, fournissent le formulaire DC2.

#### **5.1.2 2ème modalité : le soumissionnaire présente sa candidature sous la forme d'un document unique de l'accord-cadre européen (DUME)**

En application de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de l'accord-cadre européen (ci-après DUME).

Dans ce cas, le soumissionnaire transmet à l'administration un formulaire établi conformément au modèle fixé en annexe 2 du règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de l'accord-cadre européen disponible via le lien suivant vers chorus pro : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Le DUME doit être rédigé en français.

Le candidat peut réutiliser un DUME qu'il a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

## 5.2 Dispositions relatives à la simplification du dossier de candidature / stockage numérique des documents justificatifs

---

En vertu de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1° d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

A cette fin, l'acheteur propose au candidat l'utilisation de la plateforme **e-Attestations.com** :

**e-Attestations.com** est une plateforme de collecte et de vérification des certificats et attestations requis au titre de la réglementation pour la signature des marchés publics et lors de leur exécution. Son utilisation est gratuite et permet de déposer régulièrement et en toute sécurité les attestations demandées par les administrations durant l'exécution des marchés publics.

La plateforme permet aux entreprises de mutualiser la remise des documents justificatifs exigibles des attributaires des marchés publics aux différents donneurs d'ordre utilisant ce site.

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés publics, par ailleurs, la plateforme garantit la confidentialité des documents déposés.

En outre, conformément à l'article R. 2143-14 du code de la commande publique, les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il relève de la responsabilité des opérateurs économiques de s'assurer de la validité de ces informations à la date de remise des offres fixée dans le présent document.

## 5.3 Dossier offre

---

Pour chaque lot, l'offre du soumissionnaire est constituée des composantes suivantes :

- ❖ L'offre financière (comprenant les Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) et les Bordereaux de prix unitaires (BPU), cadre ci-joint dûment complété) ainsi que les Détails Quantitatif estimatifs (DQE) ;
- ❖ L'offre technique du titulaire.

### 5.3.1 Offre financière

---

Le soumissionnaire remet à l'appui de son offre les deux annexes financières à l'acte d'engagement intégralement complétées :

- **Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** réalisation de sondages structuraux
- **Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** diagnostics repérage amiante et plomb avant démolition et avant travaux ;
- **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** réalisation de sondages structuraux

- **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** diagnostics repérage amiante et plomb avant démolition et avant travaux ;

Le soumissionnaire veille à tarifier l'intégralité des postes figurant dans la DPGF et le BPU et le DQE.

**Le soumissionnaire ne devra en aucun cas modifier les annexes financières.**

Les offres financières incomplètes ou comportant des modifications ne pourront pas être analysées et seront en conséquence déclarées irrégulières par l'acheteur.

Le soumissionnaire devra prévoir la totalité des prestations nécessaires à la complète réalisation du marché. En conséquence, les prix figurant dans son offre sont réputés inclure :

- ✓ Les prestations définies par les pièces du CCP et les documents généraux de référence ;
- ✓ Les prestations éventuelles nécessaires à l'achèvement complet, même non décrits dans le CCP.

Pour chaque sous-traitant désigné ou pressenti, le candidat devra joindre l'annexe joint à l'acte d'engagement (ou formulaire DC4).

### 5.3.2 Offre technique

---

L'offre technique constitue la réponse du soumissionnaire aux besoins et exigences fixés par l'administration dans le CCP. Les éléments de réponse que le soumissionnaire aura fournis seront utilisés dans le cadre de la sélection des offres. Il **est demandé au soumissionnaire de présenter à l'appui de son offre** :

Un mémoire technique décrivant et comprenant, pour l'ensemble des prestations du marché, les éléments suivants :

- Les moyens humains que le candidat compte affecter à l'exécution des prestations objet du présent marché (organigramme, nombres, diplômes, titres, compétences et qualifications, interlocuteur/coordonnateur des études qui devra assurer la relation entre les divers intervenants et être l'interlocuteur privilégié de la Maîtrise d'Ouvrage dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché) ;
- Les moyens matériels que le candidat compte affecter aux prestations objet du présent marché (comprenant notamment leurs fiches techniques, leurs références chantiers, les certificats d'étalonnage, ...) ;
- La méthodologie/modalité d'intervention qui comprend notamment la stratégie de sondages et prélèvements, le planning optimisé ;
- Un Manuel d'Assurance Qualité (MAQ) expliquant la politique qualité et décrivant l'ensemble des procédures organisationnelles du système qualité de l'entreprise ;
- La description détaillée de la démarche RSE du candidat au niveau environnemental **dans le cadre des prestations du marché**, notamment sur les items suivants et en précisant le taux dédié, lorsqu'il est connu, des mesures mises en place pour réduire les postes émetteurs de CO<sup>2</sup>, réduire la consommation d'eau, réduire la production des déchets, dématérialiser des écrits, utiliser du papier recyclé ;

En cas d'absence du mémoire technique constituant l'offre, celle-ci sera obligatoirement rejetée.

- **le certificat de visite** dûment daté et signé par le représentant de l'administration sur site prouvant qu'il a effectué la visite obligatoire.

Conformément aux indications de la direction des affaires juridiques (DAJ) figurant dans la notice explicative du formulaire ATTR11, il n'est pas fait obligation aux candidats de fournir **l'acte d'engagement** lors du dépôt de leur offre, ce document pouvant n'être produit qu'au terme de la procédure afin de formaliser l'accord-cadre conclu.

## ARTICLE 6 - SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 6.1 Examen des candidatures

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-1 du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans le dossier de candidature tel que défini à l'article 5.1 du présent document.

En vertu de l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution de l'accord-cadre.

Au vu des éléments de candidature transmis par le candidat dans son pli et, le cas échéant, après demande de complément effectuée en application de l'article R. 2144-2 et/ou de l'article R. 2144-6 du code de la commande publique, l'acheteur élimine toute candidature qui ne peut être déclarée recevable conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique.

### 6.2 Analyse des offres

Pour chaque lot, l'acheteur examinera les offres dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R. 2152-7 du Code de la commande publique au vue des critères pondérés mentionnés ci-après :

#### 6.2.1 Critères

Les critères d'analyse des offres, pour chaque lot, sont les suivants :

Critères	Pondération
1 valeur technique	45 %
2 Prix	55 %

#### 6.2.2 Précision sur l'appréciation de la valeur technique (100 points)

Le critère « Valeur technique » est lui-même décomposé en sous-critères tels que définis ci-après :

Sous-critères	nombre de points au maximum
<b>1.1</b> Les moyens humains que le candidat compte affecter à l'exécution des prestations objet du présent marché (organigramme, nombres, diplômes, titres, compétences et qualifications, interlocuteur/coordonnateur des études qui devra assurer la relation entre les divers intervenants et être l'interlocuteur privilégié de la Maîtrise d'Ouvrage dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché	<b>10 points</b>
<b>1.2</b> Les moyens matériels que le candidat compte affecter aux prestations objet du présent marché (comportant notamment leurs fiches techniques, leurs références chantiers, les certificats d'étalonnage, ...)	<b>5 points</b>
<b>1.3</b> La méthodologie/modalité d'exécution des missions de sondages structuraux et de diagnostics repérage amiante et plomb dans le cadre du marché avec des références de travaux exécutés (cf. CCP). La méthodologie décrira notamment les délais d'intervention et l'impact sur la continuité de l'activité du bénéficiaire	<b>20 points</b>
<b>1.4</b> Un Manuel d'Assurance Qualité (MAQ) expliquant la politique qualité et décrivant l'ensemble des procédures organisationnelles du système qualité de l'entreprise.	<b>5 points</b>
<b>1.5</b> Le candidat fournira dans son mémoire technique, une description détaillée de sa démarche RSE au niveau environnemental dans le cadre des prestations du marché, notamment sur les items suivants et en précisant le taux dédié lorsqu'il est connu : ✓ les mesures mises en place pour réduire les postes émetteurs de CO <sup>2</sup> , réduire la consommation d'eau, réduire la production des déchets, dématérialiser des écrits, utiliser du papier recyclé...	<b>5 points</b>
<b>Total</b>	<b>45 points</b>

Dans un premier temps, la note technique (NT) sur 45 points résulte de l'addition des points obtenus par le candidat pour chacun de ces sous-critères techniques puis il lui est appliquée la formule suivante :

**NOTE « VALEUR TECHNIQUE » (VT) = (NT de l'offre examinée / NT la mieux notée) x 45**

#### 6.2.3 Précision sur l'appréciation du prix

L'analyse du critère prix est effectuée au regard du montant total de l'offre indiqué dans la DPGF et au sein du BPU et pondéré de la façon suivante :

Sous-critères	nombre de points au maximum
Prix au regard du total DPGF	<b>44 points</b>
Prix au regard du total BPU	<b>11 points</b>
<b>Total BPU + DPGF</b>	<b>55 points</b>

Mode de calcul du montant de l'offre : total DPGF \*0,8 (soit 44 points) + total BPU\*0,2 (soit 11 points).

La note totale du critère Prix, sur 55 points, est calculée pour chaque candidat selon la formule suivante :

**NOTE « PRIX » DU CANDIDAT  $i$  = 55 X (Offre financière du candidat le moins disant / Offre financière du candidat noté)**

#### 6.2.4 Note finale

La note finale pondérée conformément aux dispositions de l'article 6.1 du présent règlement sur est calculée pour chaque candidat selon la formule suivante :

**NOTE FINALE DU CANDIDAT = note VT sur 45 points + note prix sur 55 points**

### **ARTICLE 7 – DEMANDE DE PRECISIONS SUR LA TENEUR DES OFFRES ET EXAMEN DE LEUR RECEVABILITE**

- a) Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats.

En revanche, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats, demander à un soumissionnaire de préciser la teneur de son offre.

Le candidat répond dans les délais fixés par l'administration dans sa demande de précisions selon le moyen de correspondance mentionné à l'article I.5 du présent document.

Les éléments de réponses apportés sont annexés à l'offre du candidat.

- b) Dans le respect des dispositions des articles L. 2152-5 et L. 2152-6 ainsi que des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique, si, après vérification des justifications fournies par le candidat, le pouvoir adjudicateur établit qu'une offre est anormalement basse, y compris pour la part de l'accord-cadre que le candidat envisage de sous-traiter, le pouvoir adjudicateur rejette l'offre par décision motivée.
- c) Les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières au sens des articles L. 2152-2 à L. 2152-4 sont éliminées. Le cas échéant, il peut s'agir d'offres pour lesquelles des précisions ont été demandées par le pouvoir adjudicateur.
- d) Conformément aux dispositions de l'article R. 2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre, dans un délai fixé par l'administration, à condition que leur offre ne soit pas anormalement basse.

La régularisation des offres ne peut être l'occasion pour les soumissionnaires d'améliorer leur offre sur des points dont la régularité n'est pas en cause. Les caractéristiques substantielles des offres ne peuvent en aucun cas être modifiées.

### **ARTICLE 8 - ACHÈVEMENT DE LA CONSULTATION**

#### **8.1 Attribution de l'accord-cadre**

Pour chaque lot, les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est ensuite retenue.

Le service acheteur adresse via PLACE au soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée, un courrier d'attribution ainsi que l'acte d'engagement (formulaire attri 1) à compléter.



➤ Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre transmet à l'acheteur les documents suivants :

- **L'acte d'engagement (attri 1) complété, daté et signé électroniquement** ainsi que les délégations de pouvoir appropriées ;
  - **Un relevé d'identité bancaire ;**
  - **Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle**
- **Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motif d'exclusion mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique :**
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionnés aux articles L2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L2141-4 du code de la commande publique ;
  - Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :
    - 
    - 1) Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF ;
    - 2) Le numéro unique d'identification (SIRET) délivré par l'Insee ;
    - 3) Un certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme Pro BTP, le cas échéant ;
    - 4) Une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
    - 5) Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement traduit en langue française ;
  - **Le cas échéant, les pièces prévues aux articles :**
    - 1) R. 1263-12 (salariés détachés),
    - 2) D.8222-5 (attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale ou D.8222-7 (attestation pour les cocontractants étrangers).
    - 3) D. 8254-2 (liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail),
    - 4) D8254-3 (prestataire établi à l'étranger: liste nominative des salariés étrangers détachés sur le territoire national pour l'exécution du contrat et soumis à autorisation de travail).
- **Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.**

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-avant, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, les documents justificatifs peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le soumissionnaire concerné devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si le soumissionnaire retenu ne peut produire les documents ci-dessus et dans le délai fixé par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le soumissionnaire est éliminé. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

➤ Conformément à l'article D. 113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le soumissionnaire retenu n'est pas tenu de produire les pièces listées ci-dessus, si elles peuvent être obtenues directement auprès d'une autre administration.

➤ A l'instar des pièces relatives aux capacités des soumissionnaires, et conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, le soumissionnaire retenu n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir par les moyens :

- 1) d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- 2) d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

À cette fin, l'acheteur propose au candidat l'utilisation de la plateforme **e-Attestations.com**, mentionnée à l'article 5 du présent règlement de la consultation.

## **8.2 Mise au point des composantes de l'accord-cadre**

---

Conformément à l'article R. 2152-13 du code de la commande publique, l'acheteur peut, en accord avec le soumissionnaire retenu, procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre avant sa signature sans que cette mise au point puisse avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou de l'accord-cadre.

## **8.3 Candidatures et offres non retenues**

---

Pour chaque lot, dès qu'il a fait son choix, l'acheteur notifie à tous les autres soumissionnaires le rejet de leur candidature ou de leur offre, en leur indiquant les motifs de ce rejet.

Cette notification précise le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre. Cette notification de rejet se fait via la PLACE.

Les offres des candidats non retenus sont archivées par l'administration pendant une durée de cinq (5) ans.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2183-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur envoie pour publication, dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de la signature de l'accord-cadre un avis d'attribution au BOAMP et au JOUE.

## **8.4 Notification de l'accord-cadre**

---

La décision d'attribution n'emporte pas notification de l'accord-cadre.

Pour chaque lot, l'accord-cadre est notifié avant tout commencement d'exécution. La date de notification correspond à la date d'effet<sup>2</sup> de l'accord-cadre.

La notification se déroule via la PLACE.

---

<sup>2</sup> Il s'agit de la date à partir de laquelle l'exigibilité des obligations contractuelles est possible. Cette date ne s'identifie pas nécessairement à la date de commencement d'exécution des prestations de l'accord-cadre.



#### 8.4 Abandon de procédure

---

Conformément à l'article R. 2185-1 du code de la commande publique, l'acheteur peut, à tout moment, déclarer la procédure sans suite.

Dans ce cas, il communique dans les plus brefs délais les motifs de sa décision de ne pas attribuer l'accord-cadre ou de recommencer la procédure aux opérateurs économiques y ayant participé.

#### ARTICLE 9- INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

- **Instance chargée des procédures de recours – Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

L'instance chargée des procédures de recours est la suivante :

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE**

2-4 Boulevard de l'Hautil BP 30322

95027 CERGY-PONTOISE

Téléphone : 01 30 17 34 00

Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

## **ANNEXE I – modalités de retrait du dossier de consultation et de remise du pli**

### **A. Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le candidat télécharge le dossier de consultation sur la PLACE « [marches-publics.gouv.fr](http://marches-publics.gouv.fr) » en se connectant au site de la PLACE.

### **B. Remise du pli**

Le candidat remet son dossier offre par dépôt sur la PLACE « [marches-publics.gouv.fr](http://marches-publics.gouv.fr) ».

### **C. Remise copie de sauvegarde**

Le candidat doit déposer sur la PLACE un dossier unique comprenant les éléments de candidature et les éléments de l'offre. L'administration ne souhaite qu'un seul exemplaire électronique dudit dossier.

Conformément à l'**arrêté** du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, le candidat peut adresser au pouvoir adjudicateur une **copie de sauvegarde** de ce dossier :

- Soit sur support papier ;
- Soit sur support physique électronique : CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc. La copie remise doit alors se présenter sous la même forme que le dossier remis sur la PLACE.

Quel que soit le type de support retenu, cette copie doit parvenir à l'administration dans le délai imparti pour la remise des offres, mentionné à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent règlement, selon l'un des modes de transmission ci-après :

- Soit par voie postale, en recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

**Direction de l'évaluation, de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier  
Service achat innovation logistique du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer  
Sous-Direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés  
Bureau des achats immobiliers et prestations  
Place Beauvau – Immeuble Lumière  
75800 – PARIS cedex 08**

- soit par dépôt physique dans les locaux du ministère de l'Intérieur, contre remise d'un récépissé, du lundi au vendredi de 9 heures 30 à 17 heures 00 (interruption des dépôts de 12 heures 00 à 14 heures 00), à l'adresse ci-après :

**Direction de l'évaluation, de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier  
Service achat innovation logistique du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer  
Sous-Direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés  
Bureau des achats immobiliers et prestations  
40, avenue des Terroirs de France – Immeuble Lumière  
75012 – PARIS**

Pour s'assurer de la présence sur site des personnes chargées de la réception des plis, le candidat qui souhaite procéder au dépôt physique d'une copie de sauvegarde doit convenir d'un rendez-vous avec l'administration via la PLACE.

La copie de sauvegarde doit être placée dans **un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde »**.

Elle n'est ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

•  
Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par le pouvoir adjudicateur.

Si le pli n'est pas ouvert ou a été écarté pour détection de programme malveillant dans la copie de sauvegarde, il est détruit à l'issue de la procédure.

## ANNEXE II – modalités de signature électronique

### A. Généralités

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, **chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément**. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire ;
- au dispositif de création de signature électronique utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature<sup>3</sup> conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

Le candidat doit utiliser une **signature électronique avancée** reposant sur un **certificat qualifié** au sens du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Conformément à l'article 10 de l'arrêté du 22 mars 2019 précité, **les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration**.

### B. Conditions relatives aux certificats de signature électronique

Le certificat de signature électronique du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

- **1er cas : le certificat est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié**

Le certificat de signature est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié au sens du règlement européen du 23 juillet 2014 précité.

Les prestataires qualifiés sont mentionnés :

- dans la liste de confiance suivante :  
<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>
- dans la liste de confiance établie par la Commission européenne.

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

### **2ème cas : le certificat n'est pas délivré par un prestataire qualifié**

<sup>3</sup> Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

Sont autorisés tous les certificats délivrés par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répondent aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement européen du 23 juillet 2014.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

➤ **Justificatifs de conformité à produire**

Le signataire transmet gratuitement les informations suivantes lors du dépôt du document signé :

- ❖ la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'autorité de certification, la politique de certification, etc. ;
- ❖ le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- ❖ l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

**C. Conditions relatives aux dispositifs de création de signature électronique utilisés pour signer les fichiers**

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 22 mars 2019 précité, le candidat utilise le dispositif de création de signature électronique de son choix.

• **1er cas : utilisation de l'outil de signature de la PLACE**

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

• **2ème cas : utilisation d'un autre outil de signature que celui proposé sur la PLACE**

Dans ce cas, le soumissionnaire doit respecter les deux obligations suivantes :

- produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES ;
- permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).
- 

**Attention, si le dispositif de création de signature électronique utilisé ne comporte pas de fonctionnalité d'horodatage, le document doit être daté avant d'être signé électroniquement.**